



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des relations avec les
collectivités territoriales et des affaires
juridiques**

Arrêté n°20-DRCTAJ/1- 538
portant mise en demeure de la société Ouest Production pour les installations qu'elle
exploite à La Chaize-Giraud

Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu l'arrêté n°02-DRCLE/1-296 du 13 juin 2002 autorisant la société Ouest Production à poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication de menuiserie sur le territoire de la commune de la Chaize-Giraud ;

Vu l'arrêté n°18-DRCTAJ/1-52 du 1^{er} février 2018 portant prescriptions complémentaires pour les installations exploitées par la société Ouest Production à la Chaize-Giraud ;

Vu l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport de mesures n°D32707862001R001, daté du 6 mars 2020, relatif à une campagne de mesures effectuée par la société Dekra, du 11 au 12 février 2020, portant sur les rejets atmosphériques de la chaudière exploitée par la société Ouest Production sur son site de La Chaize-Giraud ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 2 juillet 2020 ;

Vu le courrier du 2 juillet 2020, transmettant le projet d'arrêté à l'exploitant, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que le rapport de mesures susvisé met en évidence le dépassement de la valeur limite d'émission de dioxines et furanes, fixée au IV de l'article 62 de l'arrêté du 3 août 2018 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions du I de l'article L.171-8 du code de l'environnement, en mettant en demeure la société Ouest Production de se mettre en conformité, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code, notamment la santé publique ;

Arrête

Article 1.

La société Ouest Production, exploitant une menuiserie industrielle sur le territoire de la commune de La Chaize-Giraud, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de six mois** à compter de la notification du présent arrêté, pour son installation de combustion soumise à enregistrement au titre de la rubrique 2910-B de la nomenclature des installations classées, les dispositions du IV de l'article 62 de l'arrêté du 3 août 2018 susvisé, rédigées comme suit :

« Pour les appareils de combustion utilisant un combustible solide, la valeur limite d'émission en dioxines et furanes est de 0,1 ng I-TEQ/Nm³. »

Article 2.

L'exploitant adresse au préfet, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1. En l'occurrence, l'exploitant justifie le respect de cette valeur limite d'émission par les résultats d'une campagne de mesures réalisée par un organisme de contrôle agréé.

Article 3.

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement relatif aux installations classées dont un extrait est annexé au présent arrêté.

Article 4. Dispositions administratives

Article 4.1. Délais et voies de recours

Conformément aux dispositions des articles L.171-11 du code de l'environnement et R.421-1 du code de justice administrative, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de NANTES (6 allée de l'Île-Gloriette - BP 24111 - 44041 Nantes Cedex 1). La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>.

Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 4.2. Publicité de l'arrêté

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de LA CHAIZE-GIRAUD et pourra y être consultée.

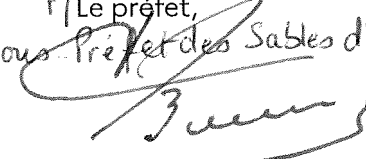
Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture – pôle environnement.

Article 4.3. Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception, et dont une copie sera transmise au sous-préfet des Sables d'Olonne.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 4 AOÛT 2020

P/Le préfet,
Le Sous-Préfet des Sables d'Olonne

thierry BONNET

Arrêté n°20-DRCTAJ/1-538 portant mise en demeure à l'encontre de la Sté Ouest Production pour ses installations qu'elle exploite à La Chaize-Giraud